

Nouveaux Cahiers du socialisme

Repenser la question nationale

Jacques Pelletier

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Numéro 27, hiver 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/98321ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pelletier, J. (2022). Repenser la question nationale. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (27), 234–244.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2022

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Repenser la question nationale

Jacques Pelletier

Professeur associé au Département d'études littéraires de l'UQAM et essayiste

L'indépendance, projet porteur du néonationalisme qui émerge au tournant des années 1960, a connu des jours meilleurs. Cet objectif, qui a déjà reçu l'appui de la moitié de la population en âge de voter, ne serait plus aujourd'hui soutenu que par environ le tiers de l'électorat. Et le parti politique qui en était le véhicule est sur le déclin. Plusieurs observateurs estiment même qu'il pourrait disparaître bientôt, emportant dans la tombe la cause qui lui est associée.

Cette inférence, formulée sur le mode du constat, ne va toutefois pas de soi. La question nationale, dont on a pensé qu'elle s'était évaporée dans le ciel des idées mortes, a fait retour à quelques reprises à la lumière de données inédites liées aux transformations de la conjoncture sociopolitique et à l'apparition de nouvelles manières de la comprendre et du coup de la relancer.

C'est à ce genre d'entreprise, qui prend dans son cas la forme d'une actualisation, que s'est livré Eric Martin, par exemple, dans *Un pays en commun*¹, en tentant de montrer que le mot d'ordre, indépendance et socialisme, formulé par la revue *Parti pris* au début des années 1960, était toujours d'une actualité brûlante. Ce programme politique relevait pour cette revue du « socialisme décolonisateur » élaboré par les théoriciens de la question nationale à l'ère du tiers-mondisme.

Le Québec était alors défini comme une société colonisée et exploitée. Colonisée de l'intérieur par la minorité possédante anglophone et de l'extérieur par l'État fédéral centralisateur et la puissance impérialiste américaine. Exploitée par les capitalistes de toutes catégories, des dirigeants des grandes entreprises multinationales aux potentats locaux, tous unis dans le culte du Capital. Cette colonisation et cette

1 Eric Martin, *Un pays en commun. Socialisme et indépendance au Québec*, Montréal, Écosociété, 2017.

exploitation sont en outre légitimées sur le plan idéologique et normatif par une Église catholique au service des puissants et des riches de ce monde.

À cette triple domination, la revue opposait un projet révolutionnaire global reposant sur trois piliers qui étaient autant d'objectifs à réaliser : l'indépendance du Québec, le socialisme et le laïcisme.

C'est le binôme central de l'indépendance et du socialisme que retient essentiellement Martin et qu'il réactualise en rappelant d'abord la généalogie de cette perspective – évoquant les figures d'Hubert Aquin, de Marcel Rioux et de Pierre Vadeboncoeur notamment – et en insistant sur son caractère d'urgence à une époque marquée par ce que Michel Freitag qualifiait de capitalisme globalisé. À la barbarie contemporaine, il faut opposer, fait-il remarquer, un socialisme de type nouveau, davantage radical et collectiviste que la social-démocratie, incapable de contrer efficacement le néolibéralisme et sa logique de la croissance infinie. L'accomplissement de ce projet émancipateur exige par ailleurs une rupture avec le fédéralisme canadien dépeint comme une prison des peuples, autochtone et québécois.

Si la contribution d'Eric Martin constitue surtout un prolongement et un approfondissement de la problématique du socialisme décolonisateur à la lumière des enjeux contemporains, d'autres ouvrages publiés récemment s'offrent comme des tentatives théoriques de repenser la question nationale et les conséquences politiques qui en découlent. Je me propose, dans cette optique, d'examiner plus particulièrement les essais d'Alain Deneault, *Bande de colons*², de Dalie Giroux, *L'œil du maître*³, et l'intervention plus proprement politique de Benoît Renaud, *Un peuple libre*⁴.

Bande de colons : à la recherche du chaînon manquant

Le titre du dernier livre d'Alain Deneault est énigmatique : à quoi cette bande de colons renvoie-telle ? En première approximation, elle apparaît désigner au sens littéral les individus associés à l'entreprise coloniale, ce qui va de soi. Elle semble aussi dotée d'un sens figuré décrivant lesdits colons comme des êtres frustes, non dégrossis, qualificatifs dérivés qui permettent de l'utiliser comme une injure ou à tout le moins comme une moquerie lorsqu'elle fait l'objet d'un usage autoréférentiel. Ces incultes, en outre, seraient pourvus, nous apprend le sous-titre de l'ouvrage, d'une « mauvaise conscience de classe » qu'il s'imposerait de redresser si l'on prétend « démanteler le Canada » comme l'affiche de manière claironnante la bande-couverture qui lui sert d'affiche et de programme.

2 Alain Deneault, *Bande de colons. Une mauvaise conscience de classe*, Montréal, Lux, 2020.

3 Dalie Giroux, *L'œil du maître. Figures de l'imaginaire colonial québécois*, Montréal, Mémoire d'encrier, 2020.

4 Benoît Renaud, *Un peuple libre. Indépendance, laïcité et inclusion*, Montréal, Écosociété, 2020. On pourra aussi se reporter au dossier « La question nationale revisitée » des *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 24, automne 2020, qui s'inscrit à sa manière dans ces tentatives de reformulation.

Dans son essai, Deneault soutient une thèse au sens fort du terme, une proposition d'ordre conceptuel qui permettrait selon lui de reconsidérer la question nationale sous un jour neuf et d'en tirer les conclusions qui en découlent nécessairement.

Dès l'introduction, l'auteur abat en effet son jeu, met cartes sur table, faisant remarquer que le Canada, depuis les origines, se présente comme un « comptoir », une « entreprise coloniale », qu'il est une construction improvisée davantage qu'un véritable pays possédant cohérence et unité. Pour en saisir la signification et en prendre la juste mesure, on peut toujours recourir à une analyse en termes de classes sociales, distinguer une bourgeoisie commerçante puis industrielle, une classe ouvrière formée de travailleurs d'usine et d'agriculteurs, une couche intermédiaire évanescence, qualifiée de manière vague de classe moyenne, qui sert surtout de tarte à la crème dans les discours des politiciens de toutes obédiences.

Au-delà de cette constatation plutôt juste, mais bien générale, Deneault prétend que le Canada « répond historiquement de dynamiques qui concernent, par-delà cette seule approche, trois catégories d'acteurs d'un autre genre : le colonisateur, le colon et le colonisé ».

Ce qui est original dans cette manière de voir, ce serait l'introduction de la notion de colon dans l'équation. Critiquant les théoriciens de la décolonisation des années 1960 qui privilégiaient le rapport de confrontation entre le colonisateur *canadian* et le colonisé canadien-français (promu québécois), il affirme que c'était là « négliger complètement la figure centrale du récit, celle qui correspond à une majorité de "Canadiens", soit celle du colon ».

Dans ce nouveau triangle, le colonisateur désigne les dirigeants de l'entreprise coloniale (sociétés à charte, grandes firmes commerciales et industrielles, banques, etc.), bref les classes dominantes. La notion de colonisé connaît un déplacement, elle renvoie dans cette typologie renouvelée aux premières nations dépossédées et parquées dans des réserves ou des enclos urbains. Le colon, pour sa part, désigne la force de travail, les « petites mains de l'exploitation coloniale », la « classe moyenne » qui s'est formée au cours des décennies et des siècles, dont le statut demeure subalterne et qui s'en console en tant que grande consommatrice des biens produits par la société de masse contemporaine.

Formes et figures du colon

Deneault étudie ensuite les formes et figures que revêt successivement ce nouveau personnage capital, déterminant pour comprendre la logique et le fonctionnement du Canada d'hier et d'aujourd'hui. Il rappelle ainsi que chez les analystes de la colonisation de l'après-guerre (Memmi, Fanon, Sartre, etc.), le colon est souvent escamoté, « travesti en colonisateur », considéré et dénoncé comme tel alors qu'il n'est qu'un

« simple rouage de l'entreprise coloniale », encore que l'on pourrait lui objecter que dans certains cas (l'Algérie, l'Indochine à titre d'exemples), il agissait aussi comme un véritable colonisateur.

Dans certaines représentations, on rencontrera le colonisé « travesti en colon ». Des historiens de la Nouvelle-France le décriront par exemple comme un « allié », un collaborateur dans le commerce des fourrures. Mais cette représentation demeure ponctuelle, et son statut de colonisé refait surface au moment où on le voue aux réserves et où on tente de le faire disparaître en tant que tel par la mise sur pied d'écoles particulières et de mesures d'adoption qui conduisent à son assimilation à la nation dominante.

Travesti à l'occasion en colonisateur, le colon peut également être perçu par méprise comme un colonisé. Ce serait, pour reprendre une expression de l'historien et sociologue Denys Delâge, évoquant le cas des Québécois, des « colonisateurs colonisés ». À cette caractérisation, Deneault préfère sa notion de colon qui décrirait plus précisément le statut et le rôle de cette classe subalterne.

Enfin, dans cette évocation phénoménologique, le colonisateur peut apparaître « travesti en colon » (pêcheur besogneux, commerçant de fourrure bienveillant) faisant oublier sa nature d'entrepreneur colonial derrière l'image embellie du colon vaillant qu'il était dans les temps héroïques précédant son ascension comme l'illustrent les pionniers de plusieurs grandes familles canadiennes (les Bronfman, McGill, Molson, Robin de ce monde).

Le chaînon manqué

Au terme de ces observations factuelles, l'auteur tire la conclusion que les colons sont victimes d'aveuglement, d'une « mauvaise conscience de classe » qui les empêcherait de voir et de comprendre le Canada réel, son « fondement historique » aussi bien que les « conséquences pratiques de son développement » dont ils sont particulièrement affectés dans leur vie quotidienne et sociale. Se réfugiant dans l'illusion que leur pays est une création authentique et s'accrochant à quelques mythes consolateurs, ils fuiraient leurs responsabilités en tant que citoyens. « Jamais tout à fait coupables, jamais tout à fait victimes », fait remarquer l'auteur, contrairement aux colonisés, ils jouent un « rôle ambigu » pour échapper à une prise de conscience qui pourrait s'avérer douloureuse et périlleuse.

À quel projet sociopolitique cette prise de conscience pourrait-elle éventuellement se rattacher ? Ce n'est pas très clair et c'est la lacune probablement la plus importante de l'essai de Deneault. Bien qu'il soutienne vigoureusement que le Canada est une construction artificielle, une « étoile morte », une « créature du capitalisme » à « démanteler », il ne suggère aucune solution concrète de remplacement. Il se borne

à espérer que la reconstruction souhaitée se fasse en fonction des communautés locales et des préoccupations écologiques : aussi vaste que vague programme !

Sa perspective géopolitique demeure pancanadienne, le Québec comme société spécifique n'est à peu près pas pris en considération, si bien que la notion de colon que l'essayiste propose demeure théorique, abstraite, guère opérationnelle sur le plan stratégique. La question nationale n'est pas abordée explicitement, elle demeure un impensé de l'ouvrage, un acte manqué qui s'apparente à un évitement, décevant au terme d'un parcours intellectuel particulièrement éclairant.

Échapper à l'œil du maître

La préoccupation proprement politique est davantage présente dans l'essai de Dalie Giroux, *L'œil du maître*. Celui-ci comporte, comme le livre de Deneault, une partie théorique et analytique et une seconde plus personnelle, que l'autrice qualifie de « déambulation littéraire » dans l'imaginaire colonial québécois⁵.

Dans l'introduction de l'ouvrage, l'autrice entend se situer par rapport au nationalisme moderne, celui qui émerge au tournant des années 1960 et qui va infléchir, sinon dominer, le paysage politique depuis lors. Plus précisément, il s'agira d'interroger de manière critique la nature et le discours du projet que l'on retrouve dans le fameux slogan « Maîtres chez nous ». Cette affiche claironnante, créée dans l'effervescence de la campagne électorale de 1962 centrée sur la nationalisation de l'électricité, innerve tant la « Révolution tranquille » que le nouveau nationalisme offensif qui émerge dans son sillage.

Ce projet global a du plomb dans l'aile, on le sait, il ne suscite plus guère la passion. Mais il s'offre aussi comme un héritage à reconnaître et surtout à questionner avant de le reconduire après (ou sans) actualisation ou de le relancer sur des bases radicalement nouvelles. C'est la question centrale qu'il faut soulever et traiter : « Que peut-on faire de cet héritage des années 1960-2000, de ses ratés, de ses contradictions ? ». La réponse à cette question cruciale, insiste l'autrice, devrait constituer un préalable à la réactivation d'une véritable émancipation repensée et mise en branle dans la perspective d'une authentique décolonisation accomplie par et pour les dépossédés, les exclus de tous genres tant sur le plan économique et social que sur le plan culturel.

C'est selon cette optique décolonisatrice que l'autrice reconstitue dans son premier chapitre la généalogie du nouveau nationalisme qui se profile au début des années 1960 sous la double forme d'une reconquête économique, patente chez les libéraux qui s'en font les promoteurs enthousiastes, et d'un projet indépendantiste qui en serait un couronnement politique pour les souverainistes. Il s'agirait d'échapper au statut de

5 Cette dimension est signalée explicitement dans le sous-titre du livre *Figures de l'imaginaire colonial québécois*.

colonisé qui caractérise la condition des « Canadiens » sous le régime français et des « Canadiens français » sous le régime britannique qui lui succède.

Ce discours de reconquête comporterait toutefois, selon Giroux, un « brouillage épistémique », une face cachée, sinon masquée, consistant en un projet et un discours de maîtrise inavoué et sans doute inavouable : celui de devenir un « peuple patron », image tamisée et refoulée sous celle du « nègre blanc » proposée par Pierre Vallières pour décrire la situation d'aliénation des Québécois de son temps. C'est à cette ambivalence que renvoie la représentation du colonisateur/colonisé, qui sous-tend le discours de la Révolution tranquille et du néonationalisme qui devraient permettre d'« accéder à la dignité du colonisateur, celle de propriétaire de l'ensemble des dispositifs de dépossession ». Dans ces termes, l'entreprise coloniale s'approfondirait, mais avec de nouveaux acteurs, les promoteurs du Québec inc.

En ce point de son argumentation, comme en quelques autres, l'autrice, convaincue des vertus de son argumentation, n'hésite pas à signaler de manière un brin triomphaliste qu'« aucune autre lecture ne résiste à l'analyse ». C'est aller un peu vite en affaires et tourner les coins ronds. Cette lecture a tendance à réduire l'indépendantisme québécois à son véhicule péquiste qui, effectivement, dès sa fondation, a abandonné toute volonté de rupture avec le système colonial dont il entendait devenir un « associé », puis un « partenaire ».

Ce n'était cependant pas le cas de la gauche indépendantiste qui, au Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), à *Parti pris*, puis dans le courant socialisme et indépendance des années 1970, s'inscrivait dans une perspective de décolonisation que l'on retrouve formulée autrement par Dalie Giroux. Cela dit, même cette mouvance progressiste, il est vrai, a largement ignoré la question autochtone dans ses analyses et ses prises de position.

La variable autochtone⁶

La variable autochtone se situe au cœur, au foyer de la réflexion de l'autrice qui s'y intéresse après une rencontre déterminante avec Georges E. Sioui, premier historien patenté de cette communauté, auteur de travaux qui ont fait date en proposant une relecture de l'Amérique à partir du point de vue des Autochtones. Ce nouveau regard séduit l'autrice au point de la conduire à devenir elle-même une spécialiste de la culture et de la littérature autochtones comme en témoignent d'ailleurs des passages particulièrement justes et émouvants de son essai.

6 Pour une version abrégée et condensée de cette perspective, on pourra se reporter à l'article de Dalie Giroux, « Les peuples autochtones et le Québec : repenser la décolonisation », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 24, automne 2020, p. 114-122.

Au contact de ce que l'on a convenu d'appeler la « renaissance autochtone », Dalie Giroux reconsidère son point de vue antérieur sur l'histoire de l'Amérique, et plus particulièrement sur celle du Canada français dont la présence des Premières Nations constitue une tache aussi indélébile qu'aveugle. Cette prise de conscience implique donc un renversement de l'historiographie traditionnelle et une nouvelle écriture de l'histoire qui relève d'une vision circulaire, holistique, du monde, contraire à celle davantage linéaire et « progressiste » des historiens inspirés par « l'œil du maître » occidental.

Cette métamorphose de l'autrice n'est pas qu'épistémologique, elle est également personnelle et politique. Devant le riche héritage revendiqué par la « renaissance autochtone », elle se sent dépossédée, ne possédant pas d'appartenance forte à laquelle se rattacher, traversée par une mauvaise conscience, qui s'apparente à celle évoquée par Deneault. Cette conscience aliénée en fait une « mauvaise pauvre », au sens où l'entend l'écrivain Yvon Rivard⁷, en proie au ressentiment comme la communauté à laquelle elle appartient.

Cette rencontre avec la seule communauté dont le statut de colonisé ne fait aucun doute a été ratée par le néonationalisme en général et de manière plus particulière par le Parti québécois (PQ) alors qu'il était au pouvoir. Et ce, à plusieurs reprises très clairement signalées et décrites dans le détail par l'autrice, qui sont autant d'occasions manquées.

Créer une nouvelle alliance

Ces échecs peuvent-ils être dépassés aujourd'hui par une nouvelle alliance qui permettrait de sortir enfin de la prison coloniale ? Comment ? Par et pour qui ? C'est la question !

L'option indépendantiste, privilégiée par Dalie Giroux, pourrait représenter ce pôle de convergence, mais à certaines conditions. La stratégie qu'elle implique exige la reconnaissance d'« affects collectifs à soigner », en particulier chez les vieux militants et militantes nationalistes déçus par les échecs référendaires et désemparés devant l'indifférence présumée de la jeunesse, donnant ainsi lieu à un conflit intergénérationnel dont on pourrait se passer. Elle exige également de mobiliser une « énergie politique sans allégeance », un « ferment de révolte » inemployé, en dormance, parfois engagé dans des luttes sectorielles sur les fronts de l'écologie ou du racisme par exemple, mais éloigné pour diverses raisons des luttes globales. Elle présuppose en outre une reformulation théorique et politique du projet indépendantiste en tant qu'entreprise de décolonisation, visant à « détruire » – Deneault parle de « démanteler » – les fondements et les structures de l'État fédéral canadien.

7 Sur ce point, on pourra se reporter au chapitre « L'héritage de la pauvreté » du livre d'essais d'Yvon Rivard, *Personne n'est une île*, Montréal, Boréal, 2006.

Dans sa « conclusion en forme de blocs erratiques » (clin d'œil à Hubert Aquin ?), l'autrice estime qu'il faut, dans le cadre de cette visée, réécrire ce qu'elle appelle « une histoire du bas », des marges, des multiples et singulières manifestations d'un « devenir mineur en Amérique ». C'est sur ces fondements que pourrait reposer un projet sociopolitique, fondé sur un double refus : de la mondialisation « écocide » et du « racisme colonial » et qui reconsidérerait de manière radicale le rapport à la Terre Mère et au territoire.

La visée politique est ici explicitée, contrairement à ce que l'on a vu chez Deneault, mais elle demeure d'ordre très général. Comment cela pourrait-il se traduire concrètement ? Par une alliance des partis politiques souverainistes ? Par un pacte avec les Autochtones qui permettrait de les intégrer pleinement à la lutte ? Par la mobilisation du monde syndical ? Par l'implication de la jeunesse actuellement dispersée, sans organisation minimalement représentative ? Ces questions stratégiques ne sont pas vraiment abordées. Dommage car pour « crever l'œil du maître », derniers mots du livre, il faudra davantage que des critiques, moment négatif nécessaire de l'entreprise, et que des incantations lyriques : un programme proprement politique.

C'est cette tâche que s'est assignée Benoît Renaud, se faisant le porte-parole non officiel et non autorisé du projet porté par Québec solidaire dont il est toutefois un membre influent de l'aile pluraliste et inclusive de ce parti.

Devenir un peuple libre par l'indépendance

C'est la voie qui est clairement signalée par le titre même du livre de l'essai de Benoît Renaud, *Un peuple libre. Indépendance, laïcité et inclusion*. Il s'agit ici de réexaminer et de relancer l'option indépendantiste à la lumière de deux enjeux majeurs de la période actuelle : la montée du racisme et le débat sur la laïcité.

La démonstration de l'auteur s'appuie sur un constat global qui recoupe celui formulé par plusieurs personnes commentatrices et actrices de la scène politique : le projet national connaît actuellement une « crise profonde » à la suite entre autres du virage effectué par le Parti québécois, passant du nationalisme civique au repli identitaire. Celui-ci confirme la dimension conservatrice du projet national porté par ce parti qui a déjà depuis longtemps renoncé à l'indépendantisme, le troquant pour la souveraineté-association, et qui a sauté à pieds joints dans le train du néolibéralisme dès les années 1980. Si bien que l'indépendance n'y existe guère plus que comme « marqueur identitaire », un mantra consolateur pour consommation interne.

Cette renonciation à son projet d'origine par le PQ ne signifie pas pour autant la fin de la « question du Québec » qui demeure irrésolue, tant l'opposition entre les deux modèles de société portés par le fédéralisme canadien et le nationalisme québécois demeure irréductible. On ne voit toujours pas comment le projet canadien fondé sur

le bilinguisme, le multiculturalisme et l'égalité des provinces, et celui du Québec s'appuyant sur le français langue commune, l'interculturalisme et un État national fort pourraient s'avérer compatibles.

L'indépendance, dans ce cadre global, apparaît toujours comme une nécessité. Mais il faut la repenser dans des termes qui tiennent compte étroitement de la conjoncture actuelle, plus particulièrement du racisme et du laïcisme, deux questions éminemment sensibles. À l'instar de Dalie Giroux, Benoît Renaud estime qu'une alliance avec les Premières Nations doit être un des piliers du nouveau projet indépendantiste et qu'elle doit s'imposer avec l'évidence de la nécessité tant le règlement de cette question est devenu urgent, d'abord pour elle-même, ensuite dans son rapport avec la question nationale québécoise. Il faut par conséquent reconnaître la nature structurelle et systémique de la dépossession des Autochtones et s'engager résolument à y mettre fin.

Cette admission d'un racisme systémique vaut également pour certaines communautés (noire, arabo-musulmane) visées par des discriminations de toutes sortes, des politiques sur l'immigration aux exactions de la vie quotidienne en passant par l'accès au logement et au travail. S'inspirant de l'ouvrage de Pierre Tavanian, *La mécanique raciste*⁸, Renaud décrit les différentes formes que prend cette intolérance au Québec, en s'attardant en particulier à l'islamophobie, tendance qui a émergé au moment de la crise des accommodements raisonnables en 2007 et qui s'est cristallisée lors des débats suscités par le projet de charte péquiste proposé quelques années plus tard et la loi 21 sur la laïcité dont la communauté musulmane a surtout fait les frais.

Au terme de ses analyses qui impliquent un engagement ferme dans ces deux causes, l'auteur conclut non seulement qu'elles valent pour elles-mêmes, mais qu'elles constituent une « planche de salut » pour le mouvement indépendantiste.

Si l'on veut que le projet souverainiste trouve enfin son accomplissement, il faudra créer à court et à moyen terme, une vaste coalition réunissant les peuples colonisés des Premières Nations, les communautés racisées, les écologistes, les syndicats, les groupes de femmes et la jeunesse politisée en plus des regroupements indépendantistes bien entendu. Très concrètement, ce projet pourrait s'incarner dans la formule de « l'assemblée constituante » qui, au-delà des groupes cibles, permettrait de rejoindre l'ensemble des citoyens et des citoyennes dans une démarche authentiquement populaire présentée comme un « geste de rupture », radicalement démocratique.

C'est, on le sait, la démarche proposée par Québec solidaire. Le Parti québécois pourrait-il s'y inscrire et s'associer à ce projet ? L'auteur écarte rapidement cette

8 Pierre Tavanian, *La mécanique raciste*, Paris, La Découverte, 2017.

hypothèse tant le projet proposé lui semble incompatible avec le virage adopté par ce parti depuis une quinzaine d'années. Pourtant, à défaut d'envisager une alliance sous forme d'un pacte politique en bonne et due forme, on s'étonne tout de même que la question du ralliement, sinon des membres de ce parti, du moins de ses électeurs, soit totalement évacuée, du moins explicitement, compte tenu de la nécessité de réunir le plus large éventail de sympathisants et sympathisantes de ce combat qui se situe au-delà des intérêts strictement partisans.

En guise de conclusion : à nouvelle analyse, nouvelle stratégie

Les quatre auteurs et autrice, dont j'ai rappelé ici, à larges traits, les analyses et les positions, placent tous au centre de leurs réflexions le concept de nation et les théories de la décolonisation.

C'est sur cette base qu'ils repensent la question nationale. Eric Martin se distingue en inscrivant sa perspective dans le prolongement des théories formulées au moment des guerres d'indépendance menées au tournant des années 1960 par les penseurs de la décolonisation (Memmi, Fanon, Sartre, etc.) et leurs émules québécois se situant dans la gauche du RIN et de la revue *Parti pris*. Il s'agit de reprendre, en l'actualisant, un héritage qui conserve sa pertinence.

Ce rapport à l'héritage est toutefois remis en question de manière radicale par Dalie Giroux qui estime qu'il faut en finir une fois pour toutes avec le legs du « Maîtres chez nous », une métaphore idyllique qui masquerait un projet de reconquête coloniale, dont les principaux perdants seraient encore une fois les Autochtones et les dépossédé·e·s des « marges » de cette entreprise : immigrants, communautés racisées et autres exclus de nos sociétés.

Cette remise en question de la « Révolution tranquille » n'est pas nouvelle. On la retrouve déjà au moment où elle se déroule ou tout de suite après chez certains analystes comme Dorval Brunelle ou Fernand Dumont par exemple, et plus tard chez les historiens « révisionnistes » qui réévaluent son caractère inédit et insistent sur son lien de continuité avec la période antérieure – la société duplessiste – qu'elle prolongerait davantage qu'elle ne représenterait son contre-modèle, son envers moderne et progressiste⁹. La critique de Giroux est toutefois beaucoup plus profonde et se situe ailleurs, au niveau de l'impensé de cette période accélérée de changements, son imprégnation à ses yeux fortement colonialiste avec laquelle il s'impose de rompre totalement.

9 Sur ce débat, on pourra se reporter au chapitre « La Révolution tranquille : un héritage en procès », publié dans Jacques Pelletier, *Université : fin de partie et autres écrits à contre-courant*, Montréal, Éditions Varia, 2017 (Coll. Proses de combat), p. 111-135.

À sa manière, l'essai de Deneault se situe en continuité avec cette analyse dont il se démarque cependant par un cadrage différent, privilégiant une analyse pancanadienne, escamotant d'une certaine manière la question nationale proprement québécoise. Il reste qu'à défaut de prôner l'indépendance comme ses collègues convoqués ici, il ne s'oppose pas à cette perspective qui pourrait être une des options possibles pour « démanteler » le Canada dans sa forme impérialiste (à l'externe) et colonialiste (à l'interne).

Ces perspectives théoriques et les propositions politiques qui en découlent ne disposent pas en elles-mêmes de la question nationale. Ce ne sont pas non plus les seules raisons pour lesquelles on peut revendiquer l'indépendance. On peut la souhaiter notamment pour des motivations culturelles : assurer la persistance dans le long terme d'une communauté francophone originale, singulière, sur le continent nord-américain. Ce sont cependant des avancées sur lesquelles on peut s'appuyer pour construire une stratégie convaincante et un programme sociopolitique concret. Cette tâche reviendra aux organisations, groupes et partis qui voudront bien s'associer à cette entreprise qui pourrait permettre au Québec de parvenir enfin à une pleine existence politique.